

La classe ouvrière ne se rend ni en « conclave »
ni en réunion de concertation...

**ELLE IMPOSE LES NEGOCIATIONS
PAR LA LUTTE !**

La déclaration de politique générale du 1er ministre Bayrou s'inscrit dans la même veine que celle de son prédécesseur Barnier, avec 2 milliards d'euros de coupe budgétaire pour les collectivités territoriales. La classe ouvrière va devoir continuer d'accepter de se faire piller les fruits de son travail pour que le patronat et ses valets politiques de la droite du capital, continuent eux de s'engraisser sans fin, avec l'aide de représentants politiques de gauche par des manœuvres grossières, cousues de fil blanc !

Concernant les retraites : La méthode proposée du « conclave », puis transformée en « réunion de concertation », n'a pour objectifs, que de gagner du temps et tromper les travailleurs et travailleuses où il n'y aura au final, aucune abrogation ni aucune suspension. La fonction de cette manœuvre est d'obtenir avant tout : la résignation des travailleuses et travailleurs !

Le ministre de la Fonction Publique, Laurent Marcangeli continue le massacre pour les fonctionnaires, en confirmant : le gel du point d'indice, le non versement de la GIPA en 2025, déjà effectué en 2024 et la baisse de l'indemnisation des arrêts maladies à hauteur d'une prise en charge de 90% en conservant le jour de carence. Surement, sa façon à lui de traduire concrètement sa phrase de décembre dernier adressée aux fonctionnaires : « Je crois en vous, je vous aime et je souhaite travailler avec vous » !

Vous l'aurez compris, aucun changement de cap politique, pas d'augmentation des salaires, on continue l'hémorragie dans les services publics.

Pour la CGT Ville de Paris, l'abrogation de toutes les contre-réformes concernant les retraites reste indispensable, avec un retour de départ à l'âge de 60 ans maximum pour tous, 55 ans pour la catégorie active et 50 ans pour la catégorie insalubre, de rétablir la GIPA et de maintenir l'indemnisation des arrêts maladie à 100 % en supprimant le jour de carence.

En matière de salaire, il est d'urgence sociale de porter le point d'indice à 6 euros pour tous les fonctionnaires, stopper toutes les privatisations en cours et embaucher au statut dans tous les secteurs pour un service public de qualité correspondant aux besoins réels des usagers.

Nous rappelons que la dette, derrière laquelle se cachent tous les gouvernements successifs au pouvoir pour saigner la classe ouvrière et engraisser les grosses entreprises du CAC 40 et leurs actionnaires, n'est pas la nôtre.

Les 100 milliards versés encore cette année à ces actionnaires par les grands groupes du CAC 40 plus les exonérations de cotisations sociales, contribuent à organiser la désindustrialisation du pays et à détruire des milliers d'emplois.

La Ville de Paris censée « être de gauche », a adopté son budget 2025 au Conseil de Paris de décembre 2024.

Ce budget comprend nombre d'attaques contre les agents et le service public parisien : la diminution de 112 millions d'euros pour les dépenses de fonctionnement (agents, maintenance...), et de 77 millions d'euros pour celles d'investissements (rénovation, mobiliers), d'autoriser l'augmentation de 5% des tarifs des services publics (cantines scolaires, crèches, piscines, bibliothèques), de supprimer 30 postes d'ASEM (agents spécialisés des écoles maternelles, accompagnant les professeurs des écoles dans les classes), 62 postes d'auxiliaire de puériculture, 38 postes d'adjoints administratifs...

La Ville de Paris prétend avoir créé 270 postes. En réalité, il y a 400 créations pour la police municipale. Donc 130 postes en moins pour l'ensemble des autres directions. La Ville de Paris justifie ces suppressions par la baisse démographique... celle-ci reste pourtant limitée.

Pendant les JOP de 2024, le service public parisien a bien fonctionné, car les moyens mis en œuvre correspondaient aux besoins réels des usagers pour l'évènement. Cette politique doit être pérenne, elle a, une fois de plus, démontré son efficacité.

Embauches au statut, arrêt des suppressions de postes, augmentation des salaires, arrêts des privatisations en cours et remunicipalisation de toutes les tâches confiées au privé doivent être les priorités de l'exécutif parisien dit « de gauche » ! De nombreux agents de la Ville de Paris n'ont pas perçu de prime pour les JOP 2024 et certains ont vu leur CIA baisser sur l'exercice 2024 !

La CGT Ville de Paris a toujours revendiqué une prime de 1900 euros pour tous, elle est la seule organisation syndicale représentative à avoir quitté la table des négociations en Central en février 2024, en estimant qu'il n'y avait rien à discuter sur les notions de mérite et de paliers. Notre organisation syndicale a appelé à 4 journées d'action les personnels de la Ville pour imposer la prime à 1900 euros pour tous.

Les syndicats CGT du Comité de la Ville de Paris sont en ordre de bataille et appellent d'ores et déjà les agents de la Ville de Paris à se réunir en assemblées générales sur des heures d'informations syndicales mensuelles dans tous les services, sur les questions des salaires, de la retraites, du service public...

